

Présentation de l'initiative sur les indicateurs de performances sociales

Rapporter des informations sur les performances sociales des institutions de micro finance reste largement anecdotique en l'absence d'un cadre d'indicateurs clair et accepté par le secteur de la microfinance et pouvant compléter et être positionné en parallèle des indicateurs de performances financières.

Pourtant, dans un futur proche, les ressources des bailleurs publics pour assister le développement du secteur risquent de se réduire. Dans le même temps, on peut voir un intérêt croissant pour la microfinance de la part des investisseurs sociaux privés. Dans ce contexte, il serait particulièrement important pour les IMF de développer des capacités à poursuivre simultanément des objectifs financiers et des objectifs sociaux et de se donner les moyens de suivre ces performances sur une base acceptée par des auditeurs externes. Cela peut en outre permettre de mieux comprendre les équilibres entre les retours économiques et les retours sociaux sur investissements.

L'initiative sur les indicateurs de performances sociales (SPI), lancée en juin 2002 est une collaboration entre la Fondation Argidius (financement de la première phase), CERISE¹ (coordination, administration du projet et mise en oeuvre) et le CGAP (coordination d'ensemble).

Cette initiative est guidée par un comité de suivi formé par Prof. Dr. Syed Hashemi (CGAP, USA), Dr. Renée Chao Beroff (CIDR/CERISE, France) et Dr. Koenraad Verhagen (Argidius Foundation, Switzerland).

L'équipe de recherche est composée de Prof. Dr. Manfred Zeller (Chef d'équipe – Göttingen University, Allemagne), Dr. Martin Greeley (Institute of Development Studies, Manchester Grande Bretagne) et Dr. Cécile Lapenu (Cerise, France). Les membres de l'équipe de recherche ont déjà participé à des initiatives similaires (M. Zeller et C. Lapenu sont les co-auteurs de l'outil d'évaluation de la pauvreté - *Poverty Assessment Tool* – développé pour le CGAP et M. Greeley est membre du projet IMP-ACT mené par IDS et financé par la Fondation Ford).

L'objectif de cette première étape est de développer un cadre conceptuel pour un système d'évaluation peu coûteux fiable et pertinent pour mesurer les performances sociales des IMF. Le premier but de ce système d'évaluation est d'aider les dirigeants des IMF et les membres des conseils à mieux superviser leur pénétration auprès des populations cibles, à suivre la réalisation de leurs objectifs sociaux tout en améliorant les qualité des services financiers à leurs clients.

¹ CERISE (Comité d'Echange, de Réflexion et d'Information sur les Systèmes d'Épargne-crédit) regroupe quatre institutions françaises d'appui à la microfinance (IRAM, CIDR, GRET, et CIRAD). CERISE a démarré ses activités en 1998, et travaille sur un certain nombre de thèmes: financement de l'agriculture, impact, gouvernance, diagnostic de la micro finance, mode d'interventions, etc. Pour chaque thème, le travail d'échange et de capitalisation permet la publication d'études de cas, de synthèses transversales, et l'animation de séminaires et ateliers associant les partenaires du Sud. (<http://www.cerise-microfinance.org>)

Les objectifs sociaux des IMF devraient prendre en compte quatre dimensions en termes de performances sociales

1. Pénétration auprès des populations exclues, socialement exclues, ou population les plus pauvres, selon les objectifs de l'IMF. Les IMF ont généralement été développées pour atteindre une population exclue des systèmes financiers classiques. Les IMF peuvent avoir pour objectif de toucher les populations socialement exclues ou les plus pauvres, ou simplement d'offrir des services financiers dans une région où les services bancaires classiques sont absents. Le taux de pénétration d'une IMF peut être mesuré pour évaluer son ciblage sur les populations exclues économiquement et socialement.
2. Réponse adaptée aux besoins spécifiques de la population ciblée : il ne suffit pas de cibler une population particulière, l'IMF doit aussi faire un effort particulier pour offrir une gamme de services financiers appropriés aux besoins et aux contraintes de la population cible.
3. Promotion de la cohésion, des liens sociaux et du capital politique et social : pour les IMF, la confiance établie entre elle et les clients peut réduire les coûts de transaction et améliorer les remboursements en favorisant les actions collectives, en réduisant les comportements opportunistes et les risques liés aux transactions financières. Pour les clients, le renforcement du capital social peut favoriser les organisations locales (actions collectives, partage d'information, etc.) et faciliter l'acquisition de compétences.
4. Responsabilité sociale de l'IMF : la responsabilité sociale de l'IMF est aussi nécessaire que la viabilité financière et la viabilité institutionnelle pour la survie de l'institution. La viabilité sociale requiert une bonne insertion des caisses locales dans le contexte socio-économique, des garanties adaptées aux conditions locales et des relations équilibrées entre les salariés et les clients (en particulier dans les IMF où il y a des membres élus qui participent aux prises de décisions).

Tout système d'évaluation des performances tire sa légitimité et sa pertinence du système de valeur sur lequel il s'appuie. Ce qui est considéré comme pertinent en termes de performances sociales va donc varier selon les cultures. Les critères des bailleurs, des IMF et de leurs clients sont susceptibles d'être différents car ils appartiennent à des cultures différentes. Les indicateurs sélectionnés devront prendre ces contraintes en compte.

Les indicateurs seront développés de façon à ce qu'ils puissent être facilement intégrés dans un Système d'Information et de Gestion et qu'ils puissent aider les gestionnaires à poursuivre leur double objectif de performances financières et sociales. Le *rating* selon des critères standardisés, informera également les donateurs et les investisseurs sociaux sur l'orientation vers les pauvres, la diversité de la gamme de services et l'existence de stratégies spécifiques pour renforcer le capital social de ses clients. Un système d'information qui pourra générer des informations régulières et systématiques sur les performances sociales simplifiera aussi les rapports d'activités aux donateurs et investisseurs alors que des évaluations externes efficaces et peu coûteuses pourront réduire le besoin pour des évaluations d'impact plus lourdes.

La première étape de cette initiative devrait répondre aux questions suivantes:

- Qu'entend-on par performances sociales des IMF?
- Quels sont les indicateurs qui existent? Quels indicateurs peuvent être utiles pour les IMF?

- Quelle est leur pertinence, leur validité, leur facilité d'utilisation et leur coûts d'obtention comme indicateurs ?
- Dans quelle mesure ces indicateurs peuvent être utilisés pour des comparaisons entre pays?

Dans un second temps, si nécessaire, des tests de la matrice et des indicateurs pourront être envisagés sur le terrain auprès d'un certain nombre d'IMF encore à déterminer.

Calendrier

3 juin 2002 : lancement de l'initiative

Rencontre à Amsterdam entre Syed Hashemi (CGAP), Koenrad Verhagen (Fondation Argidius), Manfred Zeller (Göttingen University), Martin Greeley (IDS), Cécile Lapenu (Cerise).

9-12 septembre 2002: prise en compte des performances sociales dans la stratégie 2003-2008 du CGAP

Durant la 9^e rencontre consultative du CGAP à Rabat (Maroc), plusieurs intervenants ont souligné l'importance d'accroître la 'transparence sociale' des IMF. On peut lire le paragraphe suivant dans le document du CGAP sur sa stratégie pour 2003-2008: *"CGAP wishes to achieve positive social impact to complement the financial impact of micro finance. To this end, CGAP will work to help the industry measure social and development performance. Building on work others have done in this area, CGAP will help develop a limited number of simple indicators linked to the Millenium Development Goals. Micro finance institutions will be encouraged to report on this set of social performance indicators in the MIX [Micro finance Information eXchange] and to donors [Le CGAP désire avoir un impact social positif complémentaire à l'impact financier de la micro finance. A cette fin, le CGAP travaillera pour aider l'industrie à mesurer les performances sociales et de développement. A partir de travaux réalisés par d'autres dans ce domaine, le CGAP désire aider au développement d'un nombre limité d'indicateurs simples liés aux Objectifs de Développement du Millénaire. Les institutions de microfinance seront encouragées à transmettre ces informations sur l'ensemble des indicateurs sociaux à travers MIX (Echange d'information sur la microfinance et auprès des bailleurs]"*.

Octobre – décembre 2002:

Travail de l'équipe de recherche sur une matrice d'indicateurs de performance sociale

Janvier 2003: Courrier aux IMF pour recueillir leurs réactions.

Mars – Juillet 2003:

Travail de l'équipe de recherche en collaboration avec le comité de suivi et basé sur les réactions reçues des IMF pour évaluer l'intérêt et les contraintes pour développer un système de rating efficace, fiable et peu coûteux pour noter et évaluer les performances sociales des IMF.

Août 2003 : Réunion de l'équipe de recherche et du comité de suivi

Septembre 2003:

Finalisation d'une note conceptuelle (1) évaluant la pertinence, la validité, la fiabilité et la simplicité d'un jeu d'indicateurs et (2) si nécessaire, proposant un test des indicateurs auprès d'IMF.